

POUR COMPRENDRE L'ALGERIE

- **EVIAN**
- **Décrets du 22 mars sur l'autogestion**
- **Entrevue De Gaulle Ben Bella**

DEUX ans après les accords d'Evian, le général de Gaulle et le président Ben Bella ont eu leur premier rendez-vous politique. Un rendez-vous souhaité depuis longtemps par le chef d'Etat algérien désireux même de recevoir à Alger le Président de la République française.

Ce voyage ne pouvant s'effectuer que dans plusieurs mois, le président Ben Bella a fait transmettre ces derniers jours un message personnel au général de Gaulle et M. Bouteflika, ministre des Affaires étrangères algériennes, M. de Broglie et M. Gorce mirent au point cette visite impromptue.

Ainsi eut lieu cette rencontre au sommet dont l'importance a été soulignée par tous les observateurs politiques. Importance pour de Gaulle, soucieux avant sa visite au Mexique de bien marquer le sens de ses rapports avec les pays du tiers monde, et plus spécialement avec celui qui hier se battit contre la France pour conquérir son indépendance. Importance pour Ben Bella et pour plusieurs raisons :

Sur le plan personnel tout d'abord, cette première entrevue de chef d'Etat à chef d'Etat satisfait la dignité de Ben Bella. L'ancien sous-officier de l'armée française n'a jamais oublié qu'il avait été un soldat de l'armée de la libération, un soldat de de Gaulle, et, comme tous les Algériens ayant défendu la France en cette circonstance, il est redevable envers de Gaulle d'un grand respect.

L'interlocuteur officiel

Sur le plan politique, Ben Bella ne peut y trouver que des satisfactions. A la veille du congrès F.L.N., il rehausse son autorité, il assure sa représentativité, par rapport aux autres « historiques » de la Révolution, il s'affirme comme celui qui est considéré comme l'interlocuteur officiel du chef d'Etat français. Le congrès du F.L.N. sera marqué par cette entrevue. Elle assure une position de force à Ben Bella dans les divers arbitrages et compromis qu'il devra réaliser. Elle le fortifie dans sa position de leader.

Si de Gaulle a accepté d'aider Ben Bella, c'est parce qu'il connaît bien les sentiments de celui-ci à son égard. Ben Bella est gaulliste. La grande majorité du peuple algérien est gaulliste. Dans le sens de la confiance en l'homme et en une politique qu'ils jugent favorable à leur évolution. Quiconque connaît l'Algérie indépendante ne peut nier ce fait.

Je sais bien, pour la ressentir souvent, toute l'injustice que cela comporte. Mais les réactions de la gauche française ne sont pas celles des Algériens. C'est peut-être parce que les hommes de gauche ont plus que d'autres lutté pour l'indépendance algérienne, et parmi ceux-ci notre parti au tout premier rang, qu'existe une gêne dans les rapports actuels entre la gauche française qui a toujours été antigauilliste et le gouvernement algérien.

Mais il faut nous garder de dramatiser

cette divergence.

Quand nous nous sommes battus pour que l'Algérie devienne indépendante, nous savions que notre action était désintéressée et que nous devrions ensuite nous garder de toute immixtion dans la politique algérienne.

Bien sûr, nous sommes attentifs à tout ce qui se passe en Algérie. C'est pourquoi nous nous méfions du « gauchisme » manifesté par nombre de nos amis d'hier qui, se voulant plus Algériens que les Algériens, continuent à inspirer un socialisme plus doctrinal que réaliste.

C'est pourquoi nous dénonçons l'action de certain parti qui, par ses officines commerciales, substitue aux structures capitalistes d'hier des intermédiaires nouveaux, étrange néo-capitalisme récupérateur de profits, maillon inutile et pernicieux dans la construction socialiste de l'économie algérienne.

C'est pourquoi aussi nous croyons que la bureaucratie algérienne, dénoncée avec juste raison par le bureau politique du F.L.N., a trouvé bien des appuis et des complicités parmi de nombreux « techniciens » de la coopération, plus enclins à compter leurs jours de présence en Algérie qu'à comprendre sa véritable situation économique et administrative.

Un socialisme adapté à la réalité du pays

C'est pourquoi enfin, nous, socialistes, sommes conscients que la construction en Algérie d'un socialisme adapté à la réalité du pays engage la valeur de nos idéaux. Tout jugement rapide doit donc être écarté. Il nous faut comprendre les efforts faits jusqu'à ce jour par les travailleurs algériens, vraiment admirables, au cours de ces deux années d'indépendance. Et si tout n'est pas parfait, il nous faut le dire à nos amis algériens, même si, et je le sais personnellement, on en recueille souvent plus de réserves que de remerciements. Peu importe l'ire des incapables. Ce qui compte c'est que l'Algérie, tenant compte de sa propre personnalité, corrige là où il faut les erreurs pardonnables à sa jeune responsabilité et continue à construire avec ses masses ouvrières et paysannes une économie qui assure sa vitalité

et confirme son indépendance. Rien ne se fera en Algérie qui n'aura l'acquiescement et la participation du peuple.

Alors même que beaucoup critiquaient les mesures « hâtives » des décrets de mars 1963 sur l'autogestion, nous avons dit que ce qui importait plus que les exégèses sur le « moment propice » c'était la manière dont cette autogestion se ferait. Et le gouvernement algérien doit être attentif en ce moment aux réactions de ses travailleurs. Il ne doit pas permettre les retards bureaucratiques qui pénalisent l'effort de ceux-ci. Il doit tenir compte de leurs expériences, comprendre leurs doléances, et ne pas tolérer que des querelles d'hommes ou des incapacités de responsables en fassent les « boucs émissaires » des erreurs compromises.

Les amis fidèles du combat

Le rôle d'une gauche donneuse de conseils, raisonneuse, associée à la construction du socialisme en Algérie, contestatrice de cette construction, n'a jamais été considéré par notre parti comme un salaire normalement dû. Nous nous sommes gardés de toute intervention. Nous sommes restés les amis fidèles du combat. Nous ne ferons connaître notre opinion critique que lorsque nos frères algériens accepteront de reprendre avec nous un dialogue qui ne pourra être que fructueux.

D'ici là, nous enregistrons les faits objectivement.

Pour les Algériens, l'indépendance, souvent discutée, pas toujours admise par des hommes d'Etat de la gauche française, leur a été accordée par de Gaulle. Bien souvent ils nous disent que ses contradictions n'auraient pas permis à la gauche de conclure la guerre d'Algérie. Et ils sentent bien que de Gaulle a été plus que tout autre hostile aux Français d'Algérie, plus sans doute que l'aurait été une politique de la gauche française. Bien entendu, nous pensons, nous, que si le fait de l'indépendance était admis il y avait d'autres moyens pour y parvenir que ceux choisis par de Gaulle. Et nous pensons encore que cette indépendance a été « lâchée » dans de mauvaises conditions par des gaullistes hier comploteurs et « Algérie française » à qui seule l'inconditionnalité a forcé la main.



Pour le gouvernement algérien responsable du sort de son peuple, le réalisme politique veut que ses rapports avec le gouvernement français soient les meilleurs possibles.

Et l'interlocuteur, ce n'est pas la gauche, c'est de Gaulle.

Les Algériens savent également que celui-ci a toujours arbitré en leur faveur les différends surgis au cours des négociations bilatérales. Il est leur meilleur appui et de Broglie son fidèle exécutant. Que de Gaulle relâche son soutien et l'Assemblée nationale française aura une majorité pour refuser les crédits à l'Algérie, et la diplomatie de carrière submergera les bons offices de M. Gorce, et les conflits naîtront, exploités par le capitalisme boiteux des sociétés pétrolières et, paradoxe, par les groupes politiques d'opposition à Ben Bella.

Et l'Algérie a besoin de l'aide financière française. A condition que celle-ci soit modifiée quant à sa forme.

C'est un fait que l'effort du gouvernement français est important, mais sa traduction effective dans l'économie algérienne n'est pas le reflet exact de son volume.

M. Boumaza a raison de noter que cette aide s'inscrivant dans le cadre du plan de Constantine reste pour la plus grande part attribuée à des industries et entreprises françaises travaillant en Algérie. Il est nécessaire que pour le prochain budget la coopération franco-algérienne s'établisse sur de nouvelles bases. Nous reviendrons sur ce problème dans un prochain article et nous insisterons particulièrement sur la forme que doivent prendre les accords commerciaux bilatéraux.

Les rapports de deux gouvernements

Mais dès maintenant nous devons accepter et comprendre les rapports des deux gouvernements, même si cela choque nos convictions politiques de citoyens français

engagés dans la lutte contre le Pouvoir gaulliste.

Nous pouvons certes regretter que même pour l'ambassadeur d'Algérie en France (comme pour M. Vinogradov, ambassadeur d'U.R.S.S.), il soit plus important d'entretenir de bons rapports avec le Pouvoir et ses amis qu'avec les partis fidèles d'hier et leurs militants. L'association « France-Algérie » de MM. Michelet et Capitant lui apparaissant plus représentative que l'« A.S.F.A. » (Association de solidarité franco-algérienne) où nous représentons notre parti aux côtés de ceux qui hier luttèrent avec nous, mais qui sont pour le moment éloignés du pouvoir politique.

Ne nous en formalisons pas trop. Essayons de comprendre et restons de fidèles amis. Il y aura des lendemains à cette période transitoire.

Un jour la France n'aura plus besoin de la base atomique de Reggane, un jour le partage du pétrole et du gaz naturel ne donnera à la France que sa juste part dans une répartition plus proche des intérêts algériens que de celui du capitalisme international, un jour d'autres péripéties amèneront de Gaulle à changer d'optique, ou bien même un jour de Gaulle aura quitté le pouvoir et, derrière lui, ceux qui ne sont rien par eux-mêmes redeviendront ce qu'ils sont en réalité, les éléments réactionnaires d'un néo-capitalisme qui aura échoué.

Alors se redéfiniront des nouveaux rapports de peuple à peuple. Sur d'autres bases. Plus sereines, plus dignes, plus respectables. Il se peut que des difficultés nouvelles soient à surmonter et qu'un nouveau contentieux, d'esprit socialiste celui-ci, soit à régler.

A ce moment-là, espérons que la gauche française aura abouti à la création d'un Front socialiste et qu'elle n'aura pas oublié, dans la recherche d'une alternative socialiste au gaullisme, de résoudre les problèmes de ses rapports avec les pays d'Afrique, et plus particulièrement avec l'Algérie.

Harris PUISAIS,

membre du Bureau national du P.S.U.